

immédiatement transmis afin que j'y donne suite. Normalement, en conformité de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, le directeur des enquêtes et recherches examine les conséquences d'une décision d'une telle importance, afin de découvrir s'il y a eu violation des stipulations de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions. C'est ce qui va se produire dans le cas présent. Permettez-moi de signaler, toutefois, que même si l'on établissait qu'il y a eu violation de la loi, cela ne permettrait pas pour autant de maintenir la publication du quotidien en question.

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le premier ministre. Ne croit-il pas que la survie du troisième plus important quotidien dans ce pays présente un intérêt suffisant pour que lui-même ou l'un de ses ministres prenne contact avec le rédacteur du *Telegram* de Toronto afin de voir si quelque chose peut être fait pour continuer d'assurer la parution de ce quotidien?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Je crois qu'il s'agit là plutôt d'un argument que d'une question.

**L'hon. M. Hees:** Monsieur l'Orateur, si nous ne pouvons poser ces graves questions au premier ministre, alors à quoi sert le Parlement...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Il me semble que le député trouve le moyen de répondre à ces questions très importantes.

\* \* \*

### L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

#### DEMANDE DE SUBVENTION EN VUE D'ÉTABLIR UNE CARTONNERIE À CABANO

[Français]

**M. Adrien Lambert (Bellechasse):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

Est-ce que la Société populaire des pâtes et papier du Québec, qui projette d'établir une cartonnerie à Cabano, mais se heurte actuellement à des difficultés financières considérables, a présenté une demande de subvention au ministère de l'Expansion économique régionale en vue de pouvoir réaliser ce projet? Dans le cas de l'affirmative, quelle a été la réponse donnée à cette Société?

**L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale):** Je vais faire enquête, monsieur l'Orateur, et je ferai rapport à l'honorable député.

\* \* \*

### L'IMPÔT SUR LE REVENU

#### LE CAS DES FABRIQUES DE MACHINES AGRICOLES—LA CONCURRENCE ÉTRANGÈRE ET LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

[Traduction]

**M. P. V. Noble (Grey-Simcoe):** Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser cette question au ministre des Finances. Vu que les ventes de tracteurs et autres machines agricoles de fabrication étrangère augmentent rapidement dans le pays, le gouvernement envisagera-t-il d'autoriser un dégrèvement d'impôt sur le revenu des sociétés, soit de 10 p. 100 de la valeur des biens d'exploitation

fabriqués au Canada qui auront été achetés au cours de l'année, pour favoriser l'emploi?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, si nous envisagions une mesure semblable qui aurait évidemment une certaine répercussion sur notre politique fiscale, cette mesure serait annoncée, comme il est habituel, lors de la présentation du budget.

#### LE PROJET DE LOI—LA SUPPRESSION DE CERTAINES ALLOCATIONS FAMILIALES

**M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. A la lumière de la décision prise en vertu du RSRF de supprimer les allocations familiales de 1.4 million de familles canadiennes et vu que le gouvernement a reconnu que les frais nécessaires pour élever des enfants aujourd'hui avaient beaucoup augmenté, ce dont se rendra compte sous peu le premier ministre, le gouvernement a-t-il l'intention d'amender son nouveau bill sur la fiscalité de façon à relever sensiblement les exemptions pour les enfants de toutes les familles canadiennes?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Non, monsieur l'Orateur.

**M. Paproski:** Monsieur l'Orateur, le premier ministre décrirait-il le Régime de sécurité du revenu familial comme un exemple d'humanitarisme sélectif ou de tour de passe-passe de la part du gouvernement?

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

\* \* \*

### AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### LES REVENDICATIONS AMÉRICAINES QUANT À L'ÎLE MACHIAS SEAL—LES INCURSIONS DES GARDE-CÔTES AMÉRICAINS DANS L'ENTRÉE DIXON—L'ATTITUDE DU CANADA

**M. Frank Howard (Skeena):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Dirait-il à la Chambre dans quelle mesure le Canada essaie de faire reconnaître notre souveraineté sur l'île Machias Seal qu'apparemment réclament aussi les États-Unis? Peut-il nous expliquer quelles démarches nous avons entreprises dans ce sens?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, nous avons toujours considéré cette île comme une île canadienne, et c'est encore notre position.

**M. Howard (Skeena):** Puis-je en déduire qu'à part cette déclaration, le gouvernement n'a pris aucune mesure précise?